

Document:-
A/CN.4/386/Add.1

**Nomination a des sieges devenus vacants apres deces ou election - Additif a la note du
Secrétariat**

sujet:
Vacance survenant après élection

*Téléchargé du site Internet de la Commission du Droit International
(<http://www.un.org/law/french/ilc/index.htm>)*



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/CN.4/386/Add.1
12 avril 1985
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/FRANCAIS

COMMISSION DU DROIT INTERNATIONAL
Trente-septième session
Genève, 6 mai-26 juillet 1985

NOMINATION A DES SIEGES DEVENUS VACANTS APRES DECES OU ELECTION

Note du Secrétariat

Additif

I. LISTE DES CANDIDATS

La candidature des personnes dont les noms suivent a été soumise pour pourvoir aux sièges devenus vacants par suite du décès du Pr. Robert Quentin-Baxter (Nouvelle-Zélande) le 25 septembre 1984 et du ministre Constantin A. Stavropoulos (Grèce) le 5 novembre 1984, ainsi que de l'élection, le 7 novembre 1984, de M. Jens Evensen (Norvège) et de M. Ni Zhengyu (Chine) aux postes de juge de la Cour internationale de Justice :

ARANGIC-RUIZ, Gaetano (Italie)
BEESLEY, J. Alan (Canada)
EIRIKSSON, Gudmundur (Islande)
FOIGHEL, Isi (Danemark)
HAYES, Francis Mahon (Irlande)
HUANG, Jiahua (Chine)
MANNER, Eero Johannes (Finlande)
QUENTIN-BAXTER, Alison Burns (Nouvelle-Zélande)
ROUKOUNAS, Emmanuel J. (Grèce)
TOMUSCHAT, Christian (République fédérale allemande)

II. CURRICULUM VITAE DES CANDIDATS

ARANGIO-RUIZ, Gaetano

(Italie)

[Original : anglais]

Diplômé en droit de l'Université de Naples (1941).

Professeur de droit international à l'Université de Camerino de 1952 à 1955.

Chargé de cours au Collège de l'Europe en 1952/53.

Professeur de droit international à la Faculté de droit de l'Université de Padoue de 1955 à 1968. A la même faculté, chargé de cours de droit constitutionnel de 1955 à 1958 et chargé de cours sur les organisations internationales de 1959 à 1968.

De 1968 à 1974, professeur de droit international à la Faculté de droit de l'Université de Bologne.

Actuellement, professeur de droit international à la Faculté de droit de l'Université de Rome (depuis 1974).

Professeur invité d'organisations internationales à la Faculté de droit de l'Université de Virginie en 1965.

Professeur invité de droit international au Centre européen de l'Institut des hautes études internationales de l'Université Johns Hopkins de 1967 à 1975.

Chargé de cours à l'Académie de droit international de La Haye en 1962, 1972 et 1977. Cours général de droit international public en 1984.

Conseiller juridique auprès de l'Organisation internationale des réfugiés (Italie), de 1947 à 1949.

Secrétaire-rédacteur à la Conférence de droit international privé de La Haye en 1950.

Membre de la délégation italienne aux huitième et neuvième sessions de la Conférence de droit international privé de La Haye.

Conseiller juridique auprès de l'Agence italienne pour l'énergie nucléaire depuis 1959. Expert ou représentant de l'Italie aux réunions et aux conférences en vue de l'adoption de conventions relatives aux utilisations pacifiques de l'énergie atomique, et notamment la Convention de Paris (1960) relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, la Convention de Bruxelles (1962) relative à la responsabilité des exploitants des navires nucléaires, la Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, et aux conférences des parties chargées de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Expert juridique auprès de la délégation italienne au Comité des dix-huit puissances sur le désarmement (Genève) de 1962 à 1966.

Expert juridique auprès de la délégation italienne aux vingt et unième, vingt-deuxième, vingt-troisième, vingt-quatrième, vingt-cinquième et vingt-sixième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Représentant de l'Italie au Comité spécial des principes de droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats, de 1964 à 1970. Rapporteur de ce comité en 1969.

Membre du Conseil du contentieux diplomatique au Ministère des affaires étrangères à Rome. Membre associé de l'Institut de droit international.

Conseiller juridique auprès de la délégation italienne à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, de 1972 à 1975. Conseiller juridique auprès de la délégation italienne à la réunion de cette conférence à Belgrade (1978). Représentant de l'Italie à la réunion des experts juridiques des Etats participant à la Conférence, sur le règlement pacifique des différends internationaux, à Montreux (1978).

Rapporteur de la Quatrième Commission de l'Institut de droit international sur la non-comparution devant la Cour internationale de Justice.

Principales publications :

A. En italien

La Cambiale nel Diritto internazionale privato, 1946.

Rapporti contrattuali fra Stati e organizzazione internazionale, "Archivio giuridico Filippo Serafini", 1950.

Gli enti soggetti dell'ordinamento internazionale, Milan, 1951.

La persona giuridica come soggetto strumentale, Milan, 1952.

Gli accordi risolutivi di controversie nel diritto internazionale, "Comunicazioni e Studi" de l'Institut de droit international et de droit comparé de l'Université de Milan, 1952.

La dinamica della base sociale nel diritto internazionale, "Annali della Facoltà giuridica" de l'Université de Camerino, 1954.

Cittadinanza comune dei contraenti e ordinamento pluri-legislativo, "Rivista di diritto internazionale", 1957.

Litispendenza e competenza del giudice del luogo di conclusione o di esecuzione del contratto nella Convenzione italo-francese del 1930, ibid.

La questione cinese, "Studi in onore di Tomaso Perassi", 1957.

Arbitrato (diritto internazionale pubblico), "Enciclopedia del diritto", vol. II (1958).

Assegno bancario (diritto internazionale privato), ibid., vol. III (1958).

Responsabilità internazionale degli Stati per danni nucleari, "Rivista di diritto internazionale", 1959.

Cambiale (diritto internazionale privato), "Enciclopedia del diritto", vol. V (1959).

Il trattato Euratom e l'accordo nucleare Italia-Stati Uniti, "Atomo, petrolio, elettricità", 1959.

In tema di esecutorietà delle obbligazioni cambiarie, "Rivista di diritto internazionale", 1959.

La legge nucleare italiana, "Diritto ed economia nucleare", 1960.

Principi fondamentali delle convenzioni in tema di responsabilità civile per danni nucleari, "Comunicazioni e studi", de l'Institut de droit international et le droit comparé de l'Université de Milan, vol. X (1960).

Il regime giuridico del mare e l'affondamento di scorie radioattive, "Europa nucleare", 1961.

Il progetto di convenzione (Bruxelles) sulla responsabilità degli armatori di navi nucleari, "Il Diritto marittimo", 1961.

La Convenzione di Bruxelles sulla responsabilità degli armatori di navi nucleari", ibid., 1962.

Controversie internazionali in "Enciclopedia del diritto", vol. X, 1962, pp. 381-447.

Corte internazionale di giustizia, ibid., p. 1037 ff.

Conseguenze della decolonizzazione nel diritto internazionale, "Atti del Convegno della SIOI sulle Conseguenze internazionali della decolonizzazione", Padoue, 1968, pp. 151-176.

L'individuo e il Diritto internazionale, "Rivista di diritto internazionale", 1971.

Diritto Internazionale e personalità giuridica, UTET, Turin 1971; réédité par la Cooperativa Libreria Universitaria, Bologne, 1972.

B. En français

Fournisseurs, transporteurs et exploitants dans la réglementation de la responsabilité civile pour accidents nucléaires, "Atomo, petrolio, elettricità", 1950.

L'Etat dans le sens du droit des gens et la notion du droit international, Bologne, 1975.

L'autodétermination dans l'Acte final d'Helsinki : droit des puissances et droits des peuples, Saint Marin, Fondation Lelio Basso pour les droits des peuples, 1983.

Le domaine réservé comme limite des activités des organisations internationales (à paraître).

C. En anglais

Preliminary reflections on the international responsibility of States for nuclear damage, in "Progress in Nuclear Energy", Série X, vol. 3 (Nuclear Liability), publié par J. L. Weinstein, Pergamon Press, 1962.

Some International Legal Problems of the Civil Uses of Nuclear Energy, Recueil de la Haye, 107 (1962-III), pp. 504-638.

Political Action so Far Taken to Solve the Problems of Utilizing the Ocean Depths, rapport établi pour le Colloque sur l'exploration et l'exploitation du fond des mers et de leur sous-sol, organisé par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, à Strasbourg, du 3 au 5 décembre 1970.

Reflections on the Present and Future Regime of the Sea-Bed, Rome, Accademia dei Lincei, 1969.

The Normative Role of the UN General Assembly and the Declaration of Principles of Friendly Relations, Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye, 1972-III.

Human Rights, Self-Determination and Non-Intervention in the Helsinki Final Act, Recueil des cours de l'Académie de droit international de La Haye, 1977.

General Course of Public International Law, Recueil de la Haye, 1984 (à paraître).

BEESELEY, J. Alan

(Canada)

[Original : anglais]

Etudes

Licencié ès-lettres (sciences politiques et économie) de l'Université de la Colombie britannique (1949).

Licencié en droit de l'Université de la Colombie britannique (1950).

Formation professionnelle

Admis au Barreau de la Colombie britannique en 1951.

Membre d'un important cabinet d'avocats à Victoria (Colombie britannique), Crease and Company, de 1951 à 1956.

Est entré au Ministère des affaires étrangères, dans le service diplomatique, en 1956.

Associations professionnelles

L'association juridique de la Colombie britannique.

L'ordre des avocats canadiens.

Membre fondateur du Club international des avocats (Genève).

L'Association du droit international.

Le Conseil canadien du droit international.

Distinctions honorifiques

Avocat de la Couronne, 1974.

Décoré de l'ordre du mérite pour services éminents rendus à la fonction publique, 1983.

Officier de l'ordre du Canada, 1984.

Docteur honoris causa en droit de l'environnement, Université de Waterloo, 1984.

Droit international : activités professionnelles

Chargé des questions juridiques relatives à l'Organisation des Nations Unies au Département juridique du Ministère des affaires étrangères, à Ottawa, de 1960 à 1964.

Conseiller à la Mission permanente du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève, de 1964 à 1967 :

Commission du droit international : observateur et conseiller du représentant du Canada, M. Marcel Cadieux;

Conseiller juridique des délégations canadiennes auprès de l'Organisation internationale du Travail (OIT), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), du Comité des droits de l'homme, de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) (Comité juridique), du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement, de l'Union internationale des télécommunications (UIT), et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

Directeur du Département juridique du Ministère des affaires étrangères, à Ottawa, de 1967 à 1971.

Président du Comité interdépartemental du droit de la mer, de 1967 à 1973.

Conseiller juridique auprès du Ministère des affaires étrangères et Directeur général du Bureau des affaires juridiques et consulaires à Ottawa, de 1971 à 1973.

Conseiller spécial du Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères pour le droit de la mer, de 1973 à 1977.

Chef de la délégation canadienne au Comité du fond des mers et au Comité préparatoire de la Conférence du droit de la mer de l'Organisation des Nations Unies, de 1968 à 1973.

Chef de la délégation canadienne à la Conférence du droit de la mer, de 1973 à 1980.

Président du Comité de rédaction de la Conférence du droit de la mer, de 1973 à 1980.

Sous-Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et conseiller juridique, de 1976 à 1977.

Conseiller juridique du Président du Groupe de travail spécial des armes chimiques de la Conférence du désarmement à Genève, de 1984 à 1985.

Fonctions diplomatiques

A) Multilatérales

Conseiller à la Mission permanente du Canada auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, de 1964 à 1967.

Représentant permanent auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), de 1973 à 1976.

Gouverneur canadien au Conseil des gouverneurs de l'AIEA, de 1973 à 1976.

Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUUDI), de 1973 à 1976.

Ambassadeur à la Conférence du droit de la mer, de 1979 à 1982.

Ambassadeur pour le désarmement, à New York, de 1982 à 1983.

Représentant à la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies, à New York, de 1982 à 1984.

Ambassadeur et Représentant permanent du Canada auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, à la Conférence du désarmement et auprès du secrétariat du GATT, de 1983 à ce jour.

B) Bilatérales

Deuxième secrétaire et consul à l'Ambassade du Canada, à Tel-Aviv, de 1957 à 1960.

Ambassadeur en Autriche, de 1973 à 1976.

Haut Commissaire en Australie et, simultanément, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux îles Salomon, de 1977 à 1979, et au Vanuatu, en 1979.

Accords négociés en qualité de chef de la délégation canadienne

| | |
|--|---|
| <u>Danemark</u> | Echange de notes concernant les relations en matière de pêche entre le Canada et le Danemark, Ottawa, 27 mars 1972. |
| <u>France</u> | Accord entre le Canada et la France sur leurs relations mutuelles en matière de pêche, Ottawa, 27 mars 1972. |
| <u>Norvège</u> | Accord sur la chasse aux phoques et la conservation des troupeaux de phoques dans l'Atlantique Nord-Ouest, Ottawa, 15 juillet 1971. |
| <u>Portugal</u> | Echange de notes concernant les relations en matière de pêche entre le Canada et le Portugal, Ottawa, 27 mars 1972. |
| <u>Espagne</u> | Accord entre le Canada et l'Espagne sur leurs relations mutuelles en matière de pêche, Ottawa, 18 décembre 1972. |
| <u>Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord</u> | Echange de notes concernant les relations en matière de pêche entre le Canada et le Royaume-Uni, Ottawa, 27 mars 1972. |

Cuba Accord entre le Gouvernement canadien et le Gouvernement cubain sur le détournement d'avions et de navires et autres délits, Ottawa, 15 février 1973.

Danemark Accord entre le Gouvernement canadien et le Gouvernement danois concernant la délimitation du plateau continental (avec échange de notes) entre le Groenland et le Canada, Ottawa, 17 décembre 1973.

Participation à des conférences

Conseiller auprès de la délégation canadienne à la dix-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (Sixième Commission), 1962, New York.

Conseiller auprès de la délégation canadienne à la première Conférence de la CNUCED, avril-mai 1964, Genève.

Observateur et conseiller du membre canadien de la Commission du droit international, de 1964 à 1967, Genève.

Conseiller de la délégation canadienne auprès de l'Unesco, 1965, Paris.

Conseiller de la délégation canadienne au Comité des dix-huit puissances sur le désarmement, septembre 1965, Genève.

Observateur et conseiller du membre canadien de la Commission du droit international, réunion d'hiver, janvier 1966, Monaco.

Représentant du Canada à la Conférence du centenaire de l'Union internationale des télécommunications, 1966, Montreux.

Représentant suppléant du Canada au Sous-Comité juridique du Comité de l'espace extra-atmosphérique de l'Organisation des Nations Unies, 1966, Genève.

Représentant du Canada au Sous-Comité juridique du Comité de l'espace extra-atmosphérique de l'Organisation des Nations Unies, 1968, Genève.

Représentant du Canada au Comité spécial de l'Organisation des Nations Unies pour la question de la définition de l'agression, juin-juillet 1968, Genève.

Représentant du Canada au Comité des relations amicales de l'Organisation des Nations Unies, septembre 1968, New York.

Représentant suppléant du Canada à la Sixième Commission, à la vingt troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, octobre-décembre 1968, New York.

Représentant du Canada au Comité spécial de l'Organisation des Nations Unies pour la question de la définition de l'agression, 1969, New York.

Chef de la délégation canadienne au Comité permanent de l'Organisation des Nations Unies des utilisations pacifiques du fond des mers, février, mars, août 1969, New York.

Représentant adjoint du Canada et Vice-Président de la délégation canadienne à la Conférence du droit des traités, 1969, Vienne.

Représentant du Canada à la Sixième Commission, à la vingt quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, décembre 1969, New York.

Chef de la délégation canadienne à la session extraordinaire du Comité du fond des mers de l'Organisation des Nations Unies, mars 1970, New York.

Chef de la délégation canadienne au Comité préparatoire du fond des mers de l'Organisation des Nations Unies, juin 1970, New York.

Représentant du Canada au Comité spécial de l'Organisation des Nations Unies pour la question de la définition de l'agression, juillet 1970, Genève.

Chef de la délégation canadienne au Comité spécial du fond des mers de l'Organisation des Nations Unies, juillet 1970, Genève.

Représentant du Canada au Comité de l'espace extra-atmosphérique de l'Organisation des Nations Unies, à la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, septembre 1970, New York.

Représentant du Canada au Comité spécial du droit de la mer de l'Organisation des Nations Unies, février 1971, New York.

Représentant du Canada au Comité préparatoire de la troisième Conférence du droit de la mer, mars 1971, Genève.

Représentant du Canada au Comité préparatoire de la troisième Conférence du droit de la mer de l'Organisation des Nations Unies, juillet-août 1971, Genève.

Représentant du Canada au Groupe de travail intergouvernemental sur la pollution des mers à la Conférence de Stockholm sur l'environnement, deuxième session, novembre 1971, Ottawa.

Représentant du Canada à la Sixième Commission, à la vingt-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, octobre-décembre 1971, New York.

Représentant du Canada au Sous-Comité juridique du Comité du fond des mers de l'Organisation des Nations Unies, juin 1970, New York.

Participant à la Conférence Pacem in Maribus, juillet 1970, Malte.

Chef de la délégation canadienne au Comité spécial de l'Organisation des Nations Unies pour la question de la définition de l'agression et représentant du Canada au Comité spécial du fond des mers de l'Organisation des Nations Unies, juillet-août 1970, Genève.

Chef de la délégation canadienne à la session extraordinaire du Comité du fond des mers de l'Organisation des Nations Unies, mars 1970, New York.

Représentant du Canada au Comité de l'espace extra-atmosphérique, septembre 1970, New York.

Représentant du Canada à la Sixième Commission, à la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1970, New York.

Chef de la délégation canadienne au Comité spécial du fonds des mers de l'Organisation des Nations Unies, février 1971, New York.

Représentant du Canada au Comité préparatoire de la Conférence du droit de la mer de l'Organisation des Nations Unies, mars 1971, Genève.

Participant à la Conférence mondiale de la paix par le droit, juillet 1971, Belgrade.

Représentant du Canada à la Sixième Commission, à la vingt-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1971, New York.

Représentant du Canada au Groupe de travail de la Déclaration de principes de la Conférence de Stockholm, janvier 1972, New York.

Représentant à la Conférence de Stockholm sur l'environnement, du 5 au 16 juin 1972, Stockholm.

Chef de la délégation canadienne au Comité du fond des mers, juillet-août 1972, Genève.

Chef de la délégation canadienne à la Conférence intergouvernementale sur l'immersion des déchets en mer, octobre 1972, Londres.

Représentant du Canada à la Sixième Commission, à la vingt-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1972, New York.

Représentant suppléant à la Première Commission, à la vingt-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1972, New York.

Représentant du Canada au Sous-Comité III, Comité du fond des mers de l'Organisation des Nations Unies, février-mars 1973, New York.

Représentant du Canada au Sous-Comité III, Comité du fond des mers de l'Organisation des Nations Unies, juillet-août 1973, New York.

Représentant suppléant à la Première Commission, à la vingt-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1973, New York.

Chef de la délégation canadienne à la première session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, décembre 1973, New York.

Président élu du Comité de rédaction de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, 1973, New York.

Chef de la délégation canadienne à la deuxième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, 1974, Caracas.

Représentant suppléant à la Première Commission, à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1974, New York.

Chef de la délégation canadienne à la troisième session de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, mars-mai 1975, Genève.

Représentant suppléant à la Première Commission, à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1975, New York.

Participant à la Conférence Pacem in Maribus, 1975, Okinawa.

Chef de la délégation canadienne à la quatrième session de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, mars-mai 1976, New York.

Participant au Club de Rome et à la Conférence Pacem in Maribus, du 25 au 28 octobre 1976, Alger.

Représentant suppléant à la Première Commission, à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1976, New York.

Chef de la délégation canadienne aux négociations intersessions du droit de la mer, février 1978, New York.

Chef de la délégation canadienne à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, Genève, mars-mai 1978.

Chef de la délégation canadienne à la Conférence du droit de la mer, New York, août-septembre 1978.

Chef de la délégation canadienne à la réunion intersessions du droit de la mer, Mexico, janvier 1979.

Chef de la délégation canadienne à la Conférence du droit de la mer, Genève, mars-avril 1979.

Chef de la délégation canadienne à la Conférence du droit de la mer, New York, juillet-septembre 1979.

Ambassadeur à la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, New York, 1979-1981.

Ambassadeur pour le désarmement, New York, 1982-1983.

Chef de la délégation canadienne au Comité préparatoire du fond des mers, 1982-1983.

Représentant du Canada à la Première Commission, à la trente-cinquième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1980.

Représentant du Canada à la Commission politique spéciale, à la trente-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1981.

Représentant du Canada à la Première Commission, à la trente-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1982.

Ambassadeur et Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies, à Genève, de 1983 à ce jour.

Ambassadeur à la Conférence du désarmement, Genève, de 1983 à ce jour.

Représentant permanent auprès du secrétariat de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), Genève, de 1983 à ce jour.

Publications

| | | | |
|------|---|---|----------------------------|
| 1964 | Law, Foreign Policy and the East-West Detente, University of Toronto Press | "Canadian Initiatives in East-West Legal Relations in the United Nations" | Article |
| 1969 | University of Toronto Law Journal, 24 octobre 1969 | Panel : The Legal Problems of International Telecommunications with Special Reference to Intelsat | Observations du Rapporteur |
| 1971 | Proceedings of American Society of International Law, avril 1971, Washington, D. C. | "Conflicting Approaches to the Control and Exploitation of the Oceans" | Texte du discours |
| 1972 | The Fate of the Oceans, Villanova University Press | "The Case for the U. S. Draft Treaty for an Ocean Regime" | Observations |
| 1972 | Internatinal Perspectives juillet/août 1972 | "The LOS Conference: Factors behind Canada's Stance" | Article |
| 1973 | Proceedings of South Western Legal Foundation, 15 juin 1973 | "The Canadian Approach - Environmental Law on the International Plane" | Texte du discours |

| | | | |
|------|--|--|-------------------|
| 1973 | Proceedings of the Third International Conference on Pollution Control in the Marine Industries, du 5 au 7 juin 1973, Montréal - Pollution Control in the Marine Industries | "International Aspects of Marine Pollution and the Canadian Position" | Texte du discours |
| 1973 | The Canadian Yearbook of International Law | "The Canadian Approach to International Environmental Law" | Article |
| 1973 | Syracuse Journal of International Law and Commerce, vol. I, No 2, automne 1973 (publié pour la neuvième réunion régionale de l'American Society of International Law, Syracuse, N. Y., 8 avril 1972) | "The Arctic Pollution Prevention Act: Canada's Perspective" | Article |
| 1974 | Etudes internationales, vol. V, No 1, mars 1974 | "Guerre, paix et droit dans un monde divisé" | Article |
| 1974 | Canadian Perspectives on International Law and Organization, University of Toronto Press | "The Sixties to the Seventies: The Perspective of the Legal Adviser" | Article |
| 1974 | Conference on Conflict and Order in Ocean Relations, 21-24 octobre 1974, Airlie, Virginie, U.S. Govt. Printing Office | "Protection of Coastal State Interests <u>vs.</u> the Preservation of International Interests" | Texte du discours |
| 1975 | Earth Law Journal, vol. I, No II, mai 1975 | "The Missing Environmental Perspective" | Editorial |
| 1976 | Conférence pour "The Honourable Robert H. Winters, Memorial Lecture Series Halifax", octobre 1976 | "Canada and the 200-Mile Economic Zone" | Texte du discours |
| 1976 | Notes destinées à la réunion extraordinaire du Club de Rome sur le nouvel ordre international, Alger, octobre 1976 | "The Law of the Sea Conference: New Legal Concepts" | Texte du discours |

| | | | |
|------|--|--|----------------------------|
| 1976 | Travaux de la cinquième Conférence annuelle du Conseil canadien de droit international, Ottawa, octobre 1976 | "LOS III: Canadian Interests and Common Concerns" | Texte du discours |
| 1976 | Rapport sur les débats, Club de Rome, Alger | "Assessment of Results of the Law of the Sea Conference" | Article |
| 1976 | Publication spéciale, Bermuda Biological Station | "Implications to Western North Atlantic Countries of the New Law of the Sea" | Texte du discours |
| 1977 | The Future of the Offshore - Legal Developments and Canadian Business Conference on the Future of the Canadian Atlantic Offshore: Business and Legal Implications, Halifax, février 1977 | "The New Legal Environment" | Article |
| 1977 | Travaux de la réunion annuelle de l'American Society of International Law, San Francisco, 71ème réunion annuelle, avril 1977 | "International Environmental Protection" | Commentaires, observations |
| 1977 | U.S. Congressional Record, juillet 1977 (Chambre et Sénat) | "Law of the Sea - U.S. Interests" | Texte du discours |
| 1979 | World Public Order of the Environment - Jan Schneider (coauteur, avec Myres MacDougall), University of Toronto Press | | Préface |
| 1980 | Travaux de la réunion annuelle du Conseil canadien de droit international, Ottawa, octobre 1980 | "Canadian Foreign Policy: Nationalism, Internationalism and the Law" | Texte du discours |
| 1980 | Conference on Ocean Industry, Dalhousie University, mars 1980 | "The Scope and Substance of the Law of the Sea Conference" | Texte du discours |
| 1981 | Travaux de la réunion annuelle du Conseil canadien de droit international, Ottawa, octobre 1981 | "Impact of Technology on Development of International Law" | Observations |

| | | | |
|------|---|--|-------------------|
| 1981 | Travaux de la quinzième Conférence annuelle, Institut du droit de la mer, Université de Hawaii, octobre 1981 (publié en 1983 : "The Law of The Sea and Ocean Development Issues in the Pacific Basin", Library of Congress Catalogue No 82-21720) | "Interpenetration of National and International Law: The Changing U.S. Position on the Law of the Sea" | Texte du discours |
| 1982 | Etudes internationales No 3, avril, mai, juin 1982, Colloque : L'entreprise océanique, Tunis, 12-14 mai 1982 | "The Law of the Sea Convention" | Texte du discours |
| 1982 | Law of the Sea Symposium, Duke University School of Law, vol. 46, No 3, Durham, Caroline du Nord, octobre 1982 | "The Negotiating Strategy of UNCLOS III: Developing and Developed Countries as Partners: A Pattern for Future Multilateral International Conferences?" | Texte du discours |
| 1982 | Travaux de la réunion annuelle de l'American Society of International Law, Washington, D.C., avril 1982 | "The UN Conference on the Law of the Sea" | Observations |
| 1983 | McGill Law Journal, mai 1983 | "1984 and Beyond: Canadian Policy on Arms Control and Disarmament" | Article |
| 1983 | Travaux de la dix-septième Conférence annuelle de l'Institut du droit de la mer, Oslo, 16 juillet 1983 | "An Action Plan for Competent International Organizations on Marine Pollution" | Texte du discours |

EIRIKSSON, Guðmundur

(Islande)

[Original : anglais]

Etudes

Licence de génie civil de Rutgers College (1970).

Diplôme d'analyste fonctionnel de RCA Training Institute (1970).

Baccalauréat en droit (avec spécialisation) de King's College (Université de Londres), 1973. Etudes à la School of Oriental and African Studies (Université de Londres).

Maîtrise en droit de l'Université de Columbia (1974).

Séminaire sur les utilisations des océans (1975-1976), Université de Columbia.

Universitaire invité à la faculté de droit de l'Université de Virginie (1984).

Fonctions

De 1969 à 1974, ingénieur civil et analyste fonctionnel (New York et Reykjavik).

1973, avocat dans le Cabinet Chadbourne, Parke, Whiteside and Wolff, (New York).

De 1974 à 1976, spécialiste du droit de la mer, Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour le droit de la mer (ONU, New York).

1977, consultant spécial auprès de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (New York).

1977-1980, conseiller juridique adjoint auprès du Ministère des affaires étrangères.

Depuis 1980, conseiller juridique auprès du Ministère des affaires étrangères.

Activités professionnelles

Président du Conseil de l'Organisation pour la protection du saumon dans l'Atlantique Nord.

Membre de la Société des ingénieurs professionnels (Islande).

Membre de l'Association des juristes islandais.

Membre de l'Association du droit international. Membre du Comité international de l'Association du droit international sur la zone économique exclusive.

A participé à plusieurs délégations qui ont négocié divers traités, relatifs notamment à l'aviation (avec le Royaume-Uni); à la pêche, (avec la Belgique, la Norvège, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la République démocratique allemande, les Etats-Unis d'Amérique et la Pologne); à la sécurité sociale (avec le Royaume-Uni et le Canada) et au commerce extérieur (avec la République fédérale d'Allemagne).

Vice-Président de la délégation islandaise à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1978-1982).

Représentant auprès de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international du droit de la mer. Président du Groupe de travail des Etats d'Europe occidentale et d'autres Etats sur le règlement intérieur (1983).

Président de la réunion préparatoire chargée d'améliorer et de mettre à jour la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine (Reykjavik, 1981).

Président de la Conférence diplomatique sur la protection du saumon dans l'Atlantique Nord (Reykjavik, 1982).

Membre de divers comités interministériels, notamment du commerce, de la pêche, du plateau continental et de la pollution maritime.

Représentant auprès du groupe d'experts sur l'amélioration des procédures relatives à l'application de la Convention européenne des droits de l'homme.

Représentant auprès du Comité des experts en droit public international du Conseil de l'Europe.

Conférences et publications

Conférences et publications sur le droit de la mer, l'enseignement du droit, les organisations internationales et les droits de l'homme.

Editeur responsable de la section des traités de la Gazette du droit.

Rédacteur du volume II d'un ouvrage publié par l'Université de Virginie dans le cadre d'un projet sur l'interprétation de la Convention du droit de la mer.

FOIGHEL, Isi

(Danemark)

[Original : anglais]

Né le 21 décembre 1927.

Marié à Vera Foighel, deux enfants.

Carrière universitaire et activités professionnelles

Cand. Juris 1952, Université de Copenhague.

Médaille d'or de l'Université de Copenhague pour sa thèse sur la nationalisation (1956).

Dr. Juris 1962, Université de Copenhague.

Maître assistant, Université de Copenhague (droit international), 1952-1964.

Professeur de droit, Université de Copenhague (droit international, droit du marché commun et droit financier), 1964-1982.

Membre du Barreau danois, 1957-1964 et 1973-1974.

Directeur de l'Institut de droit international et de droit européen, 1967-1980.

Ministre des contributions, 1982.

Elu au Parlement, 1984.

Stagiaire à l'Office européen des Nations Unies, Division juridique, 1951.

Universitaire invité à Harvard University et à la Fletcher School of Law and Diplomacy en 1969 et à Berkeley University en 1978.

Chargé de cours aux Universités de Stockholm et Oslo, à l'Association internationale de juristes (Genève), à l'American Society of International Law et à diverses autres sociétés juridiques internationales et nationales.

Membre du Groupe d'experts de l'OCDE sur les investissements étrangers, 1961-1962.

Président de l'Aide danoise aux réfugiés, 1965-1971.

Membre de la Commission nationale danoise pour l'Unesco, 1965-1971.

Membre du Conseil d'administration de la Croix-Rouge danoise.

Membre de divers groupes de travail placés sous les auspices de l'Association du droit international (investissements étrangers, droit d'asile, Charte des Nations Unies).

Conseiller juridique auprès du Gouvernement danois dans l'affaire du plateau continental de la mer du Nord et membre de l'Equipe danoise de la Cour internationale de Justice.

Membre de la délégation danoise à l'Assemblée générale des Nations Unies en 1972.

Membre du Comité du Conseil européen de l'Union économique et monétaire, 1974-1975.

Président de la Commission pour le Home Rule au Groenland, 1975-1978.

Administrateur du Centre international pour le règlement des différends en matière d'investissements (Banque mondiale, 1982).

Membre du Conseil de rédaction, étude des textes législatifs du marché commun, 1972-1978.

Rédacteur en chef : Nordisk Tidsskrift for International Ret, Acta Scandinavica Juris Gentium, 1970.

Principales publications

Studiebog i folkeret

(Recueil de jurisprudence sur le droit international) avec Alf Ross (1952).

Nationalization, A Study in the Protection of Alien Property (1957).

Nationalization and Compensation (1964), Thèse de doctorat.

M. HAYES, Francis Mahon

(Irlande)

[Original : anglais]

Né le 2 mars 1930.

Diplôme de sciences économiques et politiques (avec spécialisation) de l'Université nationale d'Irlande (1951).

Licence en droit (avec spécialisation) de King's Inns (1952).

Avocat à la cour (1952-1957).

Entre dans la fonction publique en 1957.

Ministère de la justice, 1957-1965 :

Service du cadastre (1957-1962);

Service des réformes juridiques où il participe aux travaux préparatoires en vue de l'adhésion de l'Irlande aux Communautés européennes (1962-1965).

Ministère des affaires étrangères depuis 1965 :

Division des affaires juridiques (1965-1977);

Conseiller juridique adjoint (1965-1970);

Conseiller juridique (Chef de la Division des affaires juridiques) (1970-1977);

De 1977 à 1981, ambassadeur au Danemark, en Norvège et en Islande;

Depuis 1981, Représentant permanent auprès de l'Office des Nations Unies à Genève et d'autres organisations internationales.

De 1962 à 1972, siège au Comité du Ministre de la justice sur les incidences juridiques de l'adhésion aux Communautés européennes.

De 1972 à 1974, siège au Comité du Ministre de la justice sur les incidences des négociations anglo-irlandaises relatives à l'Irlande du Nord.

De 1965 à 1975, siège dans divers comités juridiques du Conseil de l'Europe, notamment :

Le Comité européen de coopération juridique;

Le Comité d'experts en matière de droits de l'homme;

Le Comité permanent de la Convention européenne d'établissement, en qualité de vice-président (1970-1972).

De 1965 à 1985, participe à un grand nombre de négociations et de conférences bilatérales et multilatérales, notamment :

Négociations anglo-irlandaises qui ont abouti à l'Accord de libre-échange anglo-irlandais (1965);

Conférence de Bruxelles sur le droit maritime (1967);
Conférence internationale de plénipotentiaires sur le droit des traités (1968-1969);
Négociations relatives à l'adhésion de l'Irlande aux Communautés européennes (1970-1972) - participe notamment aux travaux du Comité chargé de rédiger un projet d'instruments d'adhésion;
Négociations anglo-irlandaises relatives à l'Irlande du Nord, y compris la Conférence de Sunnigdale (1972-1974);
Dirige la délégation irlandaise lors des négociations anglo-irlandaises relatives à la délimitation du plateau continental (1974-1977);
Troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer :
Vice-Président de délégation (1974-1982);
Président de délégation (1974-1979);
Vice-Président de la Conférence (neuvième et dixième sessions; 1980-1982);
Assiste aux 69ème et 70ème sessions de la Conférence internationale du Travail (1982-1984);
Assiste aux 35ème, 36ème et 37ème sessions de l'Assemblée mondiale de la santé (1982-1984);
Assiste au IXème Congrès de l'Organisation météorologique mondiale (1983);
Assiste, en qualité de chef de délégation, aux 24ème à 29ème sessions du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED (1982-1984);
Assiste aux 38ème, 39ème et 40ème sessions des parties contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (1982-1984).

De 1971 à 1977, représente le Gouvernement irlandais dans le cadre d'une action inter-Etats devant la Commission européenne des droits de l'homme et la Cour européenne des droits de l'homme.

De 1983 à 1985, siège à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies et, en 1983, est vice-président de la trente-neuvième session.

1983, chef de délégation lors de la deuxième Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et président du deuxième Comité.

1983, chef de délégation lors de la Conférence internationale sur la question de Palestine, organisée par les Nations Unies.

HUANG, Jiahua

(Chine)

[Original : anglais]

Date et lieu de naissance

En 1926, dans la province d'Hubei, République populaire de Chine.

Postes précédents et actuels

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent adjoint de la République populaire de Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies (depuis 1985).

Directeur du Département des traités et des lois, Ministère des affaires étrangères, République populaire de Chine.

Titres universitaires

Bachelier en sciences, St. Johns University, Shanghai, Chine, 1948.

Maîtrise de droit, Université populaire chinoise, 1953.

Doctorat en droit, Université de Moscou, URSS, 1958.

Carrière universitaire

Maître de conférences sur le droit international, Institut de sciences politiques et de droit de la Chine centrale du Sud, 1953-1954.

Maître de conférences sur le droit international, Institut de diplomatie, Beijing, Chine, 1959-1961.

Professeur de droit international, Institut de diplomatie, Beijing, Chine, 1982-1984.

Activités exercées dans les organisations internationales

Conseiller juridique auprès de la délégation chinoise à l'Assemblée générale des Nations Unies, 1972.

Membre de la délégation chinoise au Comité des fonds marins de l'Organisation des Nations Unies, 1973.

Représentant suppléant auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1981-1984.

Représentant auprès de la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies, 1979-1984.

Délégué à la Conférence "World Peace Through Law", Madrid (Espagne), 1979.

Représentant auprès du Comité spécial de la Charte des Nations Unies (ONU), 1980-1982 et 1985.

Chef de délégation à la Réunion du Comité consultatif juridique asiatique et africain, Colombo (Sri Lanka), 1982.

MANNER, Eero J.

(Finlande)

[Original : anglais]

Né le 16 juillet 1913 à Helsinki (Finlande).

Bachelier en droit, Université d'Helsinki, 1937; licencié en droit, Université d'Helsinki, 1939; docteur en droit, Université d'Helsinki, 1953; études de droit complémentaires dans divers pays.

Carrière

Après avoir occupé divers postes à l'Université d'Helsinki, est nommé conseiller juridique au Ministère de la justice en 1949; Vice-Chancelier à la justice de 1956 à 1965; chargé de cours à l'Université d'Helsinki de 1954 à 1971; professeur de droit économique à l'Université technique d'Helsinki de 1965 à 1967; conseiller juridique au Ministère des affaires étrangères de 1965 à 1983; juge à la Cour suprême de 1967 à 1983; Président du Conseil de contrôle de la législation de 1976 à 1980.

Postes ayant trait aux relations internationales

Président de la Commission permanente d'arbitrage entre les Pays-Bas et la République fédérale d'Allemagne pour les questions relatives aux cours d'eau frontaliers depuis 1964.

Membre du Conseil permanent de conciliation finno-suisse depuis 1964.

Membre de la délégation finlandaise à l'Assemblée générale des Nations Unies 1965, 1966, 1967, 1970, 1975, 1978 et 1984 [a présenté en 1970 la proposition finlandaise sur le développement progressif et la codification des règles de droit international relatives aux voies d'eau internationales, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 2669 (XXV)].

Président de la délégation finlandaise aux négociations entre la Finlande et l'Union soviétique sur les cours d'eau frontaliers (1964).

Président (pour la Finlande) de la Commission permanente soviéto-finlandaise des cours d'eau frontaliers de 1965 à 1967.

Membre de la délégation finlandaise aux négociations finno-soviétiques sur les pêches en 1965.

Président de la Commission commune finno-soviétique chargée de définir la frontière maritime (1966-1967).

Vice-Président de la délégation finlandaise aux négociations finno-soviétiques sur la délimitation du plateau continental en 1967.

Membre de la délégation finlandaise aux Conférences des Nations Unies sur le droit des traités en 1968 et 1969.

Membre de la délégation finlandaise aux négociations tendant à normaliser les relations entre la Finlande et la République démocratique allemande (Helsinki, 1972).

Président de la délégation finlandaise aux négociations entre la Finlande et la République démocratique allemande portant sur certaines questions juridiques et financières (Helsinki, 1974).

Membre de la délégation finlandaise au Comité du fond des mers (ONU) en 1972-1973.

Vice-Président (1974) et Président (1975-1982) de la délégation finlandaise à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer.

Expert auprès de la délégation finlandaise à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe tenue à Genève en 1973.

Président de la délégation finlandaise à la Conférence des Nations Unies sur l'eau (1977).

Préparation de conventions et traités internationaux et de la législation connexe

Président finlandais du Sous-Comité juridique du Comité des pays nordiques pour le développement de l'énergie hydroélectrique de 1959 à 1961.

Président de la Commission finlandaise du droit de la mer de 1961 à 1963.

Président du Groupe finlandais du Comité commun finno-suédois chargé de la préparation de règles conventionnelles relatives aux cours d'eau frontaliers (1963-1964).

Président du Comité des sanctions de l'Organisation des Nations Unies (1966).

Président de la Commission consultative pour les questions législatives internationales (1966-1975).

Membre de la Commission consultative sur les questions relatives aux Nations Unies (1969-1979).

Président de la Commission chargée de préparer la participation finlandaise à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer (1971-1982).

Président de la Commission chargée de préparer la normalisation des relations entre la Finlande et la République démocratique allemande et entre la Finlande et la République fédérale d'Allemagne (1971-1984).

Président de la Commission des pêches de la mer Baltique (1973-1974).

Président de la Commission du milieu marin (1974-1976).

Commissions et Comités divers

Membre du Comité de la législation relative aux cours d'eau (1951-1958).

Président du Comité chargé d'étudier la viabilité du règlement (1954-1956).

Président du Comité pour la prévention de la pollution des eaux (1954-1958).

Président du Comité chargé de définir le statut juridique des zones aquatiques publiques (1957-1958).

Président du Comité administratif de l'éducation (1958-1963).

Président de la Commission consultative pour la protection des eaux (1958-1967).

Président de la Commission juridique de la défense (1960-1969).

Président du Comité chargé d'étudier les conditions de flottage des grumes en Finlande septentrionale (1958-1959).

Président du Comité de gestion des ressources en eau (1960-1962).

Membre et Vice-Président du Comité chargé de l'application des lois relatives aux ressources en eau (1960-1972).

Président du Comité pour le financement de l'approvisionnement en eau et la protection des eaux (1970-1972).

Président de l'Office des insecticides (1970-1982).

Président du Comité chargé de la législation des pêches (1974-1977).

Organisations internationales

Vice-Président de la Confédération internationale des étudiants en 1939.

Membre de l'Assemblée de l'Entraide universitaire mondiale (EUM) de 1953 à 1955.

Membre du Groupe d'étude de l'Agence internationale de l'énergie atomique sur l'évacuation des déchets radioactifs dans la mer (1960-1962).

Membre de la délégation finlandaise à la Conférence de la Commission économique pour l'Europe sur la pollution des eaux en 1957 et en 1961.

Président d'un groupe de travail de la Commission économique pour l'Europe sur la pollution des eaux en 1964.

Membre de la délégation finlandaise à la sixième Conférence mondiale sur les forêts en 1966.

Membre du Groupe de travail de l'Organisation des Nations Unies chargé d'étudier les questions juridiques concernant l'utilisation des ressources internationales en eau (1968-1969).

Expert auprès de l'Organisation mondiale de la santé à la Conférence sur la pollution accidentelle des eaux (1971).

Au sein de l'Association du droit international :

Membre du Comité des cours d'eau internationaux de 1957 à 1966 (en qualité de rapporteur, a rédigé des projets d'articles sur le flottage de grumes pour le règlement de 1966).

Président du Comité du droit international applicable aux ressources en eau depuis 1966 (en qualité de rapporteur, a rédigé des projets d'articles sur la réglementation des cours d'eau internationaux).

Publications (monographies et articles)

Points de vue sur le droit et les utilisations de l'espace aérien*, Helsinki, 1948.

L'"Usus publicus" en tant que concept du droit des eaux** (dissertation), Vammala, 1953.

Le droit à la dîme du saumon de la Tornionjoki*, Helsinki, 1955.

Some International Legal Aspects of the Enclosed Seas, Especially the Baltic Sea, with Regard to their Protection against Pollutive Agents, Agence internationale de l'énergie atomique, Vienne, 1960.

The Protection of Waters as a Problem of International Law of Waters and the Law of the Sea, Bromma, 1960.

Water Pollution in International Law, OMS, Public Health Papers No 13, Genève, 1962.

Problèmes liés au partage de l'énergie hydroélectrique de la Tornio entre la Finlande et la Suède*, Helsinki, 1963.

Le grand public, la vie au grand air et le droit de propriété**, Copenhague, 1963.

* En finnois.

** En suédois.

Some Aspects of International Law Concerning the Use and Protection of Waters, with Special Application to Forest Industries, sixième Conférence mondiale sur les forêts, Madrid, 1966.

Der Schutz des Meerwassers gegen Verunreinigung, als juristische Frage Betrachtet, Zurich, 1966.

Résolutions obligatoires de l'Organisation des Nations Unies et lois finlandaises donnant effet à ces résolutions; "La Finlande à l'Organisation des Nations Unies"*, Helsinki, 1967.

"Le Règlement d'Helsinki" et l'état actuel de la codification du droit des eaux*, Vammala, 1968.

La pollution de l'environnement, du point de vue du droit interne et du droit international*, Oslo, 1969.

L'utilisation de l'environnement : Problème national et international*, Vammala, 1970.

Les systèmes de protection de l'environnement*, Borga, 1970.

La pollution accidentelle des eaux intérieures (Conférence de l'OMS sur la pollution accidentelle des eaux intérieures), Bucarest, 1971.

Initiative finlandaise à l'Organisation des Nations Unies en vue du développement du droit international des eaux*, Helsinki, 1972.

A qui appartient le fond des mer?*, Helsinki, 1972.

En marge du développement du droit international de la mer : la Finlande, Etat riverain de la Baltique*, Helsinki, 1972.

Les municipalités et la protection de l'environnement*, Joensuu, 1972.

The Present State of International Water Resources Law, Association du droit international 1873-1973, Pays-Bas, 1973.

Les atteintes à l'environnement : à qui en imputer la responsabilité selon le droit international*, Vammala, 1973.

Some Legal Problems Relating to the Sharing of Boundary Waters, Munich, 1973.

Recent Conventions on Marine Pollution compared with the Draft European Convention for the Protection of International Watercourses against Pollution, Strasbourg, 1974.

Quelques aperçus fondamentaux sur la délimitation des zones maritimes entre Etats limitrophes, Tokyo, 1981.

Examen des délibérations concernant la délimitation des zones maritimes à la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer*, Helsinki, 1982.

Règlement de différends sur la délimitation des frontières maritimes conformément aux dispositions de la Convention de 1982 sur le droit de la mer, La Haye, 1984.

Une trentaine d'autres publications intéressant diverses branches du droit. Mémoires et exposés sur le droit de l'environnement et la protection des eaux.

QUENTIN-BAXTER, Alison Burns

(Nouvelle-Zélande)

[Original : anglais]

Mme Quentin-Baxter (née Souter) est née le 28 décembre 1929; elle possède la citoyenneté néo-zélandaise.

Après avoir obtenu le diplôme de LL.B. à l'Université de Nouvelle-Zélande en 1952, elle est entrée au Ministère néo-zélandais des affaires extérieures où elle a été affectée à la Division des questions juridiques. En 1956, elle a été nommée chef de la Division des questions juridiques, poste qu'elle a conservé jusqu'à sa nomination, en 1960, au poste de premier secrétaire de l'Ambassade de Nouvelle-Zélande à Washington (D.C.). Elle a démissionné du Ministère des affaires extérieures en 1961, lors de son mariage avec Robert Quentin-Baxter.

Durant ses années de présence au Ministère, Mme Quentin-Baxter a été membre de la délégation néo-zélandaise aux sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1954, en 1956 et en 1960 et a siégé à la Sixième Commission (Commission juridique). Elle a également été membre de la délégation néo-zélandaise à la première et à la seconde Conférences des Nations Unies sur le droit de la mer, en 1958 et en 1960.

Après son retour en Nouvelle-Zélande, en 1965, Mme Quentin-Baxter a été chargée des travaux pratiques de droit au Polytechnique de Wellington et, en 1967, nommée maître de conférences de droit à l'Université Victoria de Wellington, poste qu'elle a occupé jusqu'en décembre 1969.

Après la nomination de son mari à une chaire de droit de la même université, Mme Quentin-Baxter a démissionné du corps des professeurs titulaires de celle-ci, mais elle a continué à y donner un enseignement à temps partiel et a rempli un certain nombre de missions en qualité de consultante de droit international et de droit constitutionnel, en même temps qu'elle aidait son mari dans les recherches relatives aux nombreux projets auxquels il participait.

Mme Quentin-Baxter a rempli à diverses reprises des fonctions de consultante :

- 1974 Nommée conseillère du Gouvernement néo-zélandais lors de l'affaire des Essais nucléaires (Cour internationale de Justice).
- 1975-1980 Consultante auprès du Bureau du Premier Ministre de Nouvelle-Zélande pour la révision des lettres patentes portant définition de la charge de gouverneur général.
- 1977 Membre de la délégation néo-zélandaise à la Conférence sur le droit international humanitaire (quatrième session).
- 1977-1979 Conseillère à la Convention constitutionnelle des Îles Marshall qui a élaboré une constitution pour la République des îles Marshall.

- 1978 Membre de la délégation néo-zélandaise à l'Assemblée générale des Nations Unies.
- Depuis 1980 Consultante auprès du Ministère néo-zélandais des affaires extérieures chargée de mettre au point une liste de traités et d'autres questions.

Publications

Freedom of the press (Liberté de la presse) dans Essays on Human Rights.
Publié par K. J. Keith (Wellington, Sweet et Maxwell, 1968).

Rhodesia and the law: a commentary on the constitutional and international law aspects of the Rhodesian situation (Wellington: New Zealand Institute of International Affairs, 1970).

The constitutions of Niue and the Marshall Islands: common traits and points of difference, dans Pacific Constitutions. Publié par Peter Sach. (Canberra: Law Department, Research School of Social Sciences, Australian National University, 1982).

ROUKOUNAS, Emmanuel J.

(Grèce)

[Original : français]

Né en 1933.

Docteur en droit (1958); collaborateur de l'Institut hellénique de droit international (1959); chercheur principal à la Fondation nationale de la recherche de Grèce (1963); professeur agrégé de droit international à l'Université d'Athènes (1970); professeur extraordinaire (1978); professeur titulaire (1980); directeur du Département d'études internationales de la Faculté des sciences juridiques, économiques et politiques de l'Université d'Athènes (1984).

Participant au Centre de recherches de l'Académie de droit international de La Haye (1964); Research Fellow, Columbia University, New York (1965-1966).

Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD), Nations Unies, depuis 1984.

Chef de la délégation hellénique à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) (règlement pacifique des différends) (1984).

Membre (1979) et membre du Bureau (depuis 1983) du Comité directeur pour les droits de l'homme du Conseil de l'Europe.

Avocat et conseiller du Gouvernement hellénique dans l'affaire du plateau continental de la mer Egée devant la Cour internationale de Justice (1976-1978).

Conseiller du Ministre de la culture de Grèce (1976-1978); membre du Conseil scientifique du Centre post-universitaire d'interprétation et de traduction de Corfou (1974-1981).

Membre de la délégation hellénique : à la Conférence diplomatique sur la réaffirmation et le développement du droit international humanitaire applicable dans les conflits armés (1974-1978); à l'Assemblée générale des Nations Unies (depuis 1980 à la Troisième Commission et, en 1983, à la Sixième Commission); membre (puis chef) de la délégation à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies (1979-1982); à la deuxième session du Conseil économique et social des Nations Unies (1982); à la Conférence générale de l'Unesco (1981); à la deuxième Conférence mondiale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, organisée par les Nations Unies (1983).

Rapporteur du Séminaire des Nations Unies sur les procédures de recours ouvertes aux victimes de la discrimination raciale et sur les activités à entreprendre au niveau régional (1979); rapporteur au Comité directeur pour les droits de l'homme du Conseil de l'Europe (1983); membre de divers comités d'experts : à l'Unesco, sur la liberté de circulation du matériel éducatif (1975) et sur les droits des traducteurs (1976, 1977), au Conseil de l'Europe, sur les

privilèges et immunités des organisations internationales (1966), sur l'éducation et l'information en matière de droits de l'homme (1976-1977) et sur la succession d'Etats (1978).

Enseignement régulier de droit international public et d'histoire diplomatique en deuxième, troisième et quatrième années de droit et de science politique à l'Université d'Athènes (depuis 1970).

Enseignement à l'Institut des hautes études internationales de Paris (1985) sur "La guerre économique et le droit international"; à l'University College de Londres (1984) et à l'Institut de droit international et des relations internationales de Thessalonique sur "Les compétences que les Etats exercent en dehors de leur territoire"; conférences aux Universités de Paris I et X (1980 et 1982) et de Rouen (1980); à l'Institut des hautes études internationales de Paris (1976), à l'Institut de droit international et des relations internationales de Thessalonique (1974 et 1980). Enseignement au Centre d'études diplomatiques du Ministère grec des affaires étrangères (depuis 1977).

Coéditeur de la Revue hellénique de droit international (RHDI).

Ouvrages

Droit international*, vol. I, Athènes, 1981 (260 p.), vol. II, 1982 (285 p.) et vol III, 1983-1984 (241 p.); La protection internationale des droits de l'homme*, Athènes, 1984 (103 p.); Les infractions graves au droit humanitaire, Athènes, 1979 (96 p.) et dans la RHDI (1978); Politique étrangère 1914-1923*, Athènes, 1978 et 1983 (437 p.); Histoire diplomatique; le XIXe siècle*, Athènes, 1974 (162 p.); Médiation et conciliation dans le cadre des Nations Unies*, Athènes, 1968 (230 p.); La Communauté économique européenne et la Grèce*, Athènes, 1962 (160 p.).

Autres publications

"Jurisprudence relative à l'extradition", RHDI, 1984; "International legal protection of cultural property" (General Report), Proceedings of the 13th Colloque on European Law, Strasbourg, 1984; "Jurisprudence de droit international" RHDI, 1981; "Pour le dialogue entre droit communautaire et droit grec", RHDI, 1980; "Les biens culturels dans les fonds des mers"*, Revue de droit public, 1979; "La constitution et le droit international"*, dans l'ouvrage collectif : Influence de la Constitution de 1975 sur le droit privé et le droit public*, Athènes, 1976; "Le droit international dans la Constitution de la Grèce du 9 juin 1975", RHDI, 1976; "Questions relatives à l'introduction du droit international conventionnel dans le droit interne"*, Festschrift für Pan. Zepos, vol. III, Athènes, 1973; "Aspects juridiques de la protection du patrimoine mondial culturel et naturel", RHDI, 1977; "Problèmes juridiques relatifs aux fonds des

* En grec.

mers : le plateau continental et la loi NO 142/1962". Annuaire scientifique de l'Université de Thessalonique (ASUT) (Etudes en l'honneur de Ch. Frangistas), 1969; "L'équilibre entre la non-prolifération des connaissances nucléaires, la prolifération des connaissances nucléaires 'civiles' et les garanties de sécurité nucléaire", RHDI, 1968; "Le traité et les Etats tiers", RHDI, 1969; "Les événements de mai-juin 1968 en France et l'application du Traité de Rome", ASUT, (Etudes en l'honneur de P. Dertilis), 1969; "Réflexions sur l'étude des relations internationales", ASUT, 1966; "Associazione della Grecia alla Comunità Economica Europea", Commentario del Trattato istitutivo della CEE (édité par les Pr. Monaco, Quadri, Trabucchi) Milan, 1965 (vol. IV); "Problèmes juridiques concernant l'association de la Grèce à la CEE", The Integration of Europe and Greece, Thessalonique, 1965; "La compétence nationale et la CEE", Revue (hellénique) de droit commercial, 1964; "La notion de politique commune dans la CEE et l'association avec la Grèce", RHDI, 1964; "Le règlement des différends dans le cadre de la CEE", Journal des juristes grecs (JJG), 1961; "La compétence de la Cour de Justice des Communautés européennes", Journal de jurisprudence grecque et étrangère (JJGE), 1960; "L'OCDE", JJG, 1961; "L'étendue des droits des parties contractantes d'après la Convention internationale du Travail du 26-10-1921", JJGE, 1959; "Notices sur le droit public de la Grèce", Annuaire de législation française et étrangère, de 1959 à 1966; nombreuses notices bibliographiques dans la RHDI.

TOMUSCHAT Christian

(République fédérale d'Allemagne)

[Original : anglais]

Né à Stettin le 23 juillet 1936.

Etudes aux Universités de Heidelberg et de Montpellier. Docteur en droit de l'Université de Heidelberg en 1964 (Prix du Legatum Visserianum, Leyde). Stage de recherche en matière de droit public comparé et de droit international à l'Institut Max Planck de 1966 à 1970. Privatdozent en droit international public et en droit constitutionnel et administratif à l'Université de Heidelberg en 1970. Professeur invité aux Universités de Mayence et de Tübingen de 1970 à 1972. Professeur de droit public, Directeur de l'Institut de droit international à l'Université de Bonn en 1972. Doyen de la Faculté de droit et de sciences économiques de 1978 à 1979.

Fonctionnaire de la Cour de justice des Communautés européennes en 1960-1961.

Membre, depuis 1975, du Curatorium scientifique de l'Institut universitaire international à Luxembourg. Président, depuis 1977, du Comité allemand de sélection et professeur au Collège de l'Europe (Bruges). Membre, depuis 1975, du Conseil de la Fédération internationale de droit européen, section de l'Allemagne de l'Ouest. Membre, depuis 1980, du Conseil consultatif scientifique de la société allemande de politique étrangère. Membre, depuis 1981, du Conseil consultatif sur le droit international du Ministère des affaires étrangères de la République fédérale d'Allemagne. Membre, depuis 1981, du Conseil exécutif de la société allemande de droit international. Membre, depuis 1981, de la Commission internationale de juristes. Membre, depuis 1983, de la société allemande pour les Nations Unies.

Expert au colloque organisé en 1974 par les Nations Unies sur le thème "La population et les droits de l'homme". Membre (conseiller juridique) de la délégation de la République fédérale d'Allemagne à la trentième session de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1975. Membre, depuis 1977, du Comité des droits de l'homme des Nations Unies. Réélu en septembre 1982 pour la période 1983-1986.

Marié depuis 1965. Deux enfants.

Publications principales

- I. Livres
- II. Articles parus dans des journaux
- III. Chapitres d'ouvrages
- IV. Commentaires de jurisprudence
- V. Rapports et opinions soumis à des organisations internationales

I. Livres

1. Die Gerichtliche Vorabentscheidung nach den Verträgen über die europäischen Gemeinschaften (Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht, 42) Köln-Berlin, 1964. XII, 226 p.
2. Zur politischen Betätigung des Ausländers in der Bundesrepublik Deutschland (Völkerrecht und Aussenpolitik, 4), Bad Hamburg-Berlin-Zürich, 1968. 74 p.
3. Die Aufwertung der Deutschen Mark. Staats - und völkerrecht - liche Überlegungen zur Neufestsetzung der Währungsparität im Jahre 1969 (Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht, 55), Köln-Berlin, 1970. VII, 49 p.
4. Verfassungsgewohnheitsrecht? Eine Untersuchung zum Staatsrecht der Bundesrepublik Deutschland. (Heidelberger Rechtswissenschaftliche Abhandlungen, N.F. 27), Heidelberg, 1972. 185 p.
5. E.-W. Böckenförde/C. Tomuschat/D.C. Umbach (eds.), Extremisten und öffentlicher Dienst, Baden-Baden, 1981; contribution : Der öffentliche Dienst im Spannungsfeld zwischen politischer Freiheit und Verfassungstreue. Standards für die Behandlung politischer Extremisten in Westeuropa, 647-682.
6. Menschenrechtssicherung in der internationalen Praxis (Vorträge, Reden und Berichte aus dem Europa-Institut, 24), Saarbrücken, 1984. 37 p.
7. Tomuschat (ed.), Ulrich Scheuner, Schriften zum Völkerrecht, Berlin, 1984, 679 p.; contribution : Einleitung: Ulrich Scheuners völkerrechtliches Werk, 11-31.

II. Articles parus dans des journaux

1. Der Vorbehalt der Ausübung öffentlicher Gewalt in den Berufsfreiheitsregelungen des EWG-Vertrages und die freie Advokatur im Gemeinsamen Markt, ZaÖRV 27 (1967), 53-93.
2. Admissibility and Legal Effects of Reservations to Multilateral Treaties, ZaÖRV (1967), 463-482.
3. Deutsche Rechtsprechung in völkerrechtlichen Fragen 1958-1965. Teil A: Allgemeines Friedensvölkerrecht ZaÖRV 28 (1968), 48-147.
4. Die Interamerikanische Menschenrechtskommission, ZaÖRV 28 (1968), 531-551.
5. Deutsche Rechtsprechung in völkerrechtlichen Fragen 1958-1965. Teil B: Kriegsrecht, Teil C: Rechtsfolgen des Zweiten Weltkrieges, ZaÖRV 28 (1968), 646-703.
6. EWG und DDR - Völkerrechtliche Überlegungen zum Sonderstatus des Aussenseiters einer Wirtschaftsunion, Europarecht 1969, 298-332.
7. L'interventionnisme de l'Etat et le droit de propriété en Allemagne fédérale, Revue internationale de droit comparé, 1971, 569-590.

8. Repressalie und Retorsion - Zu einigen Aspekten ihrer innerstaatlichen Durchführung, ZaÖRV 33 (1973), 179-222.
9. Güterverteilung als rechtliches Problem, Der Staat 12 (1973), 433-466.
10. Italien als Regionalstaat - Zur Errichtung der Regionen mit Normalstatut, Die Verwaltung 6 (1973), 167-194.
11. Auswärtige Gewalt und verfassungsgerichtliche Kontrolle - Einige Bemerkungen zum Verfahren über den Grundvertrag, DOV 1973, 801-808.
12. La contribution de la Cour de justice des Communautés européennes au règlement des conflits entre Etats Membres, Revue générale de droit international public 78 (1974), 40-59.
13. Die Befreiungsbewegungen in den Vereinten Nationen, Vereinte Nationen 1974, 65-72, 110-113.
14. Seid fruchtbar und mehret euch ... - Zur Weltbevölkerungskonferenz in Bukarest, Vereinte Nationen 1974, 97-100.
15. Freizügigkeit nach deutschem Recht und Völkerrecht, DOV 1974, 757-765.
16. Die wirtschaftliche Zusammenarbeit zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Volksrepublik Polen im Lichte der bestehenden vertraglichen Bindungen beider Staaten, Wirtschaftsrecht 1974, 154-181; ebenfalls in: J. Kokot/K. Skubiszewski (eds.), Staatsangehörigkeit, soziale Grundrechte, wirtschaftliche Zusammenarbeit nach dem Recht der Bundesrepublik Deutschland und der Volksrepublik Polen, Berlin-Heidelberg-New York, 1976, 225-251.
17. Die Auslegung von "Zwischenländerrecht" - Bemerkung zum Beschluss des Bundesverfassungsgerichts vom 27.11.1974, DOV 1975, 453-456.
18. Die Neue Weltwirtschaftsordnung, Vereinte Nationen, 1975, 93-100.
19. Der Schutz der Familie durch die Vereinten Nationen, Archiv des öffentlichen Rechts 100 (1975), 402-415.
20. Die rechtsverbindlichkeit von Beschlüssen der Vereinten Nationen, Wirtschaftsdienst 1975, 510-514.
21. Die Generalversammlung der Vereinten Nationen im Spiegel der Praxis, Vereinte Nationen 1976, 49-58.
22. Die Charta der wirtschaftlichen Rechte und Pflichten der Staaten, ZaÖRV 36 (1976), 444-491.
23. Die Rechtsetzungsbefugnisse der EWG in Generalermächtigungen, insbesondere in Art. 235 EWGV; Europarecht 1976, Sonderheft, 45-67.

24. Menschenrechtsschutz durch die Vereinten Nationen, Vereinte Nationen 1976, 166-174; réédité en partie sous le titre Der Schutz der Menschenrechte in der gegenwärtigen Situation auf weltweiter Ebene, Universitas 1977, 1009-1020.
25. Tyrannei der Minderheit? Betrachtungen zur Verfassungsstruktur der Vereinten Nationen, German Yearbook of International Law 19 (1976), 278-316.
26. Menschenrechte und ausländische Arbeitnehmer, epd-Dokumentation Nr. 34/77, 9-26.
27. Die Bundesrepublik Deutschland und die Menschenrecht pakte der Vereinten Nationen. Neue Perspektiven welt weiter Verwirklichung der Menschenrechte, Vereinte Nationen, 1978, 1-10.
28. The legal status of aliens according to the law of the Federal Republic of Germany, Institut for offentlig rett, Universitetet i Oslo, Stensilserie Nr 27, 1978, 7-29.
29. Die Menschenrechte in juristischer Sicht, Protokoll 134/1978 der Evangelischen Akademie Hofgeismar, 1-23; publié également en partie dans Universitas 1982, 781-786, sous le titre Los derechos humanos desde el punto de vista jurídico, Universitas 1982 (édition espagnole), 85-90.
30. Das Recht auf Familieneinheit. Grundrechtsschutz in der neueren Rechtsprechung des Conseil d'Etat und des Conseil constitutionnel EuGRZ 1979, 191-198.
31. La justice - c'est moi. Zum Cohn-Bendit-Urteil des französischen Conseil d'Etat vom 22. Dez. 1978, EuGRZ 1979, 257-261.
32. Die parlamentarische Haushalts - und Finanzkontrolle in der Bundesrepublik Deutschland, Der Staat 1980, 1-28; traduction italienne : Il controllo finanziario e di bilancio del Parlamento nella Repubblica Federale Tedesca, Rivista trimestrale di diritto pubblico 1980, 843-874.
33. Zur Reform des Ausländerrechts, NJW 1980, 1073-1079.
34. BVerfG gegen EuGH - Friedensschluss in Sicht, NJW 1980, 2611-2515.
35. Evolving Procedural Rules: The U.N. Human Rights Committee's First Two Years of Dealing With Individual Communications, HRLJ 1 (1980), 249-257.
36. Gewalt und Gewaltverbot als Bestimmungsfaktoren der Weltordnung, Europa-Archiv 1981, 325-334.
37. Der Ausschuss für Menschenrechte - Recht und Praxis, Vereinte Nationen 1981, 141-148.
38. Menschenrechtspolitik der Vereinten Nationen, Europa-Archiv 1981, 587-596.
39. Das Recht auf Entwicklung, German Yearbook of International Law 25 (1982), 85-112.

40. Grundpflichten des Individuums nach Völkerrecht, Archiv des Völkerrechts 21 (1983), 289-315.
41. Neuformulierung der Grundregeln des Völkerrechts durch die Vereinten Nationen: Bewegung, Stillstand oder Rückschritt?, Europa-Archiv 1983, 729-738.
42. Menschenrechte als Mindeststandard für Menschen ohne Heimat, ZAR 1984, 98-102; réédité dans Otto-Benecke-Stiftung (ed.), Flüchtlinge in Europa, Dokumentation einer Arbeitstagung, 20 und 21. Novembre 1983 à Cologne, Baden-Baden 1984 (Reihe "Asylrecht", 10), 143-153.

III. Chapitres d'ouvrages

1. L'effet extraterritorial de la législation antitrust dans Droit commercial européen, Rapport du premier Séminaire du Centre de droit de l'Entreprise de la Faculté de droit de Montpellier avec la Faculté de droit de Heidelberg, mai-juin 1969, Teil I, 72-82.
2. La cogestion - obstacle à un droit européen des sociétés? dans L'unification du droit des sociétés commerciales dans la CEE - Limites et possibilités - Rapport du deuxième Séminaire des Facultés de droit de Montpellier et de Heidelberg, 3-18 mai 1970, 144-153.
3. Judicial Protection of the Individual against Inactivity of the Executive, dans Judicial Protection against the Executive, vol. 3: Comparative Law. International Law, Köln et al. - Dobbs Ferry, 1971, 77-87.
4. The Two Germanies, dans Legal Problems of an Enlarged European Community, ed. par M. E. Bathurst/K. R. Simmonds, N. March Hunnings/J. Welch (British Institute Studies in International and Comparative Law, 6), Londres, 1972, 154-161.
5. Die politischen Rechte der Gastarbeiter, dans T. Ansay/V. Gessner (Hrsg.), Gastarbeiter in Gesellschaft und Recht (Beck'sche Schwarze Reihe, 108), Munich, 1974, 80-101.
6. International Courts and Tribunals with Regionally Restricted and/or Specialized Jurisdiction, dans Max Planck-Institute for Comparative and International Law (Hrsg.), Judicial Settlement of International Dispute (Beiträge zum ausländischen öffentlichen Recht und Völkerrecht, 62), Berlin-Heidelberg-New York, 1974, 285-416.
7. "Öffentlichkeit und Aussenpolitik in der demokratischen Rechtsordnung, dans P. F. Krogh/W. Kaltefleiter (Hrsg.), Geheimhaltung und Öffentlichkeit in der Aussenpolitik (Sozialwissenschaftliche Studien zur Politik, 4), Bonn, 1974, 23-27.
8. Der staatlich geplante Bürger. Verfassungsrechtliche Bemerkungen zu den Richtlinien für den Politik-Unterricht des Landes Nordrhein-Westfalen, dans Recht im Dienst des Friedens. Festschrift für Eberhard Menzel, Berlin, 1975, 21-40.
9. Stichworte "Generalversammlung" und "Petitionen", dans R. Wolfrum/N. J. Prill/J. A. Brückner (Hrsg.), Handbuch Vereinte Nationen, 1977, 153-160 und 340-346.

10. Die Beitragsverweigerung in Internationalen Organisationen, dans Internationales Recht und Wirtschaftsordnung. Festschrift für P. A. Nann, Munich, 1977, 440-464.
11. Der Verfassungsstaat im Geflecht der internationalen Beziehungen, Veröffentlichungen der Vereinigung der Deutschen Staatsrechtslehrer 36 (1978), 7-63.
12. Internationale Abhängigkeiten im Rohstoffbereich, dans W. A. Kewekig (ed.), Völkerrecht und internationale wirtschaftliche Zusammenarbeit (Veröffentlichungen des Instituts für Internationales Recht an der Universität Kiel), Berlin, 1978, 149-177.
13. Probleme des Menschenrechtsschutzes auf weltweiter Ebene, dans Berberich/Holl/Maass (eds.), Neue Entwicklungen im öffentlichen Recht, Stuttgart, 1979, 9-21.
14. Die rechtliche Bedeutung der Viermächte-Verantwortung, dans Fünf Jahre Grundvertragsurteil des Bundesverfassungsgerichts, Köln et al., 1979, 71-93.
15. Parliamentary Control over Foreign Policy in the Federal Republic of Germany, dans A. Cassese (ed.), Parliamentary control over foreign policy, Alphen aan den Rijn-Germantown, 1980, 25-51.
16. Articles intitulés "Sicherheit" et "Terrorismus", dans A. Klose/W. Mantl/V. Zifkovits (eds.), Katholisches Soziallexikon 2nd ed., Innsbruck et al., 1980, 2554-2559 und 3027-3032.
17. Article intitulé "International Courts and Tribunals", dans Encyclopedia of Public International Law, vol. 1, Amsterdam et al., 1981, 92-99.
18. Equality and Non-Discrimination under the International Covenant on Civil and Political Rights, dans V. Münch (ed.), Festschrift für Hans-Jürgen Schlochauer, Berlin-New York, 1981, 691-716.
19. Is Universality of Human Rights Standards an Outdated and Utopian Concept?, dans Das Europa der zweiten Generation. Gedächtnisschrift für Christoph Sasse, vol. II, Kehl et al., 1981, 585-609.
20. Commentary of Article 24 on the Basic Law of the Federal Republic of Germany, dans Kommentar zum Bonner grundgesetz (Bonner Kommentar), 42nd instalment, Hambourg, 1981.
21. International Commodity Agreements, dans International Encyclopedia of Comparative Law, vol. XVIII, Tübingen-Alphen aan den Rijn, 1981, 47-73.
22. Normenpublizität und Normenklarheit in der Europäischen Gemeinschaft, dans W. G. Grewe/H. Rupp/H. Schneider (eds.), Europäische Gerichtsbarkeit und nationale Verfassungsgerichtsbarkeit. Festschrift zum 70. Geburtstag von Hans Kutscher, Baden-Baden, 1981, 461-480.
23. Article intitulé "Vereinte Nationen", dans Ergänzbares Lexikon des Rechts, Hermann Luchterhand Verlag, numéro du 26 mai 1982, pp. 4/1100 1-6.

24. Menschenrechtsschutz durch die Vereinten Nationen, dans Menschenrechte, 2. Ihre Geltung heute, Forschung und Information Bd. 31, Berlin, 1982, 41-48.
25. Parliamentary Foreign Affairs Committees in the Federal Republic of Germany, dans Control of Foreign Policy in Western Democracies. A Comparative Study of Parliamentary Foreign Affairs Committees. Research Project directed by A. Cassese. Vol. I: Parliamentary Foreign Affairs Committees: The National Setting, Padua, New York, 1982, 95-117.
26. Protection of Minorities under Article 27 of the International Covenant on Civil and Political Rights, dans Völkerrecht als Rechtsordnung - Internationale Gerichtsbarkeit - Menschenrechte. Festschrift für Hermann Mosler, Berlin et al. 1983, 949-979.
27. Zur Rechtswirkung der von der Europäischen Gemeinschaft abgeschlossenen Verträge in der Gemeinschaftsrechtsordnung, dans Rechtsvergleichung, Europarecht und Staatenintegration. Gedächtnisschrift für Léontin-Jean Constantinesco, Köln et al., 1983, 801-822.
28. Liability for Mixed Agreements, dans D. O'Keefe/H. G. Schermers (eds.), Mixed Agreements, 1983, 125-132.
29. Le droit à la résistance et les droits de l'homme, dans Unesco (ed.), Violations des droits de l'homme : quel recours, quelle résistance? Travaux de la réunion d'experts consacrée à l'analyse des fondements et des formes de l'action individuelle et collective permettant de s'opposer aux violations des droits de l'homme, tenue à Freetown, Sierra Leone, du 3 au 7 mars 1981, Paris, 1983, 13-34.
30. Die Europäische Menschenrechtskonvention, dans Jahrbuch der Europäischen Integration 1984, 259-265.
31. Article intitulé "Auswärtige Gewalt", dans Ergänzbares Lexikon des Rechts, Hermann Luchterhand Verlag, numéro du 15 octobre 1984, pp. 5/30 1-5.
32. Article intitulé "Freizügigkeit und Ausreisefreiheit", dans Ergänzbares Lexikon des Rechts, Hermann Luchterhand Verlag, numéro du 15 octobre 1984, pp. 5/250 1-3.
33. Article intitulé "Staatsangehörigkeit", dans Ergänzbares Lexikon des Rechts, Hermann Luchterhand Verlag, numéro du 15 octobre 1984, pp. 5/190 1-4.
34. Implementation of EEC Directives in the Federal Republic of Germany, dans F. Francioni/G. Grottanelli de' Santi, National and Supranational Powers in the Shaping of Community Policies Proceedings of the Siena-Bonn Seminar March-June 1983, Milano, 1984, 73-90.
35. Präsidialsystem und Demokratie, dans Einigkeit und Recht und Freiheit. Festschrift für Karl Carstens, vol. 2, Köln et al., 1984, 911-932.

IV. Commentaires de jurisprudence

1. Cour de justice des communautés européennes, 1.12.1965, affaire 16/65, Cahiers de droit européen 1966, 83-89.
2. EuGH, 1.3.1966, Rechtssache 48/65, Europarecht 1966, 287-295.
3. L'ordre public, menace pour la libre circulation? Cour de justice des communautés européennes, 4.12.1974 et 26.2.1975, affaires 41/74 et 67/74 (Van Duyn et Bonsignore), Cahiers de droit européen 1975, 302-309.
4. La libre circulation et le statut politique des ressortissants communautaires, Cour de justice des communautés européennes, 28.10.1975, affaire 36/75 (Rutili), Cahiers de droit européen 1976, 58-67.
5. Un nouveau pas vers l'affermissement définitif du droit de séjour européen des ressortissants communautaires, Cour de justice des communautés européennes, 8.4.1976, affaire 48/75 (Royer), Cahiers de droit européen, 1976, 406-410.
6. Die auswärtige Gewalt der EWG erhält feste Konturen, EuGH, 14.7.1976, verbundene Rechtssachen 3, 4 und 6/76, Europarecht 1977, 157-164.
7. Le principe de proportionnalité : Quis iudicabit? L'affaire Watson, Cour de justice des communautés européennes, 7.6.1976, affaire 118/76 (Watson et Belmann), Cahiers de droit européen 1977, 97-102.
8. Comité des droits de l'homme des Nations Unies, 18.8.1979 (Massera), EuGRZ 1979, 501-502.
9. Comité des droits de l'homme des Nations Unies, 26.10.1979 (Santullo), EuGRZ 1980, 4-5.
10. Comité des droits de l'homme des Nations Unies, 3.4.1980 (Lanza) : Weitere Entwicklung der Beweisregeln für das Individualbeschwerdeverfahren vor dem Menschenrechtsausschuss, EuGRZ 1980, 317.
11. Innerdeutscher Handel und EWG im Lichte der Rechtsprechung des Eugh, Europarecht 1980, 52-58.

V. Rapports et opinions soumis à des organisations internationales

1. Le droit à la résistance et les droits de l'homme, voir section III, No 29.
2. La Constitution de la République turque, avis juridique, soumis à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, doc. AS/Pol/Jur/Turkey(34)13, du 21 décembre 1982.
3. Mise en oeuvre par les pays des normes internationales en matière de droits de l'homme; document d'information préparé pour le Séminaire sur l'expérience de différents pays dans la mise en oeuvre des normes internationales relatives aux droits de l'homme, en juin 1983; document des Nations Unies HR/CENEVA/1983/BP.3.

4. Examen des lois turques sur les partis politiques, les syndicats, les élections parlementaires, les conventions collectives, les grèves et les lockouts pour s'assurer de leur conformité avec les obligations internationales de la Turquie au titre du statut du Conseil de l'Europe et de la Convention européenne des droits de l'homme. Avis juridique soumis à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe en décembre 1983.
